

RELATIONS PRESSE CONFÉDÉRALES



Communiqué de presse

Après une rentrée sociale historique, le Premier ministre doit entendre les salarié·es !

Après trois fortes journées de mobilisation, plus de deux millions de personnes se sont emparées de la rue pour revendiquer des hausses de salaires, la défense de nos services publics, une fiscalité juste et efficace, à rebours du budget envisagé par le Premier ministre Lecornu.

Le 2 octobre se sont près de 600.000 manifestant·es dans 250 manifestations qui ont battu le pavé à travers le pays à l'appel de l'intersyndicale. La CGT recense des mouvements de grèves importants dans plusieurs secteurs, dont la chimie, les organismes sociaux, la fonction publique territoriale, l'éducation. Des arrêts de travail ont eu lieu dans des entreprises de l'automobile et de l'agroalimentaire. L'usine de Bar-sur-Aube (métallurgie) était aujourd'hui à l'arrêt. Les verriers de Vergèze ont amplifié leur grève. Dans l'Energie les salarié·es mobilisé·es depuis un mois pour des hausses de salaires et la baisse de la TVA pour les usagers, ont multiplié les arrêts de travail....

Cette effervescence sociale traduit aussi l'expression d'une colère vis-à-vis de la « politique de l'offre » d'Emmanuel Macron, qui se résume par l'enrichissement des plus riches et la stagnation voire l'appauprissement des revenus du plus grand nombre. Une politique de l'offre qui paupérisse nos services publics, rabote les moyens de nos collectivités territoriales, pressure le secteur du logement social, casse nos droits sociaux... pour servir le capital. Sous Macron les 500 personnes les plus riches ont doublé leurs fortunes !

La politique du Président Macron c'est aussi la désindustrialisation du pays, l'inflation des aides aux entreprises sans contrôle ni contrepartie (+ de 211 milliards d'après un rapport sénatorial), l'abandon des politiques publiques pour engager la transition écologique.

Il faut changer de cap !

La CGT continue d'exiger un autre budget pour le pays et revendique :

- **L'abandon de l'ensemble du projet de budget** et notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent·es de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1er mai ;
- **La justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- **La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques** aux entreprises privées ;
- **Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics** partout sur le territoire ;
- **Une protection sociale de haut niveau et l'abrogation de la réforme des retraites** de 2023

RELATIONS PRESSE CONFÉDÉRALES



- **Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France**, et des mesures contre les licenciements.

La CGT est déterminée à maintenir et amplifier la mobilisation, face à un pouvoir affaibli qui a décidé de continuer à écouter les marchés financiers et de demeurer sourd aux attentes des travailleuses et travailleurs du pays.

La CGT sera dans la rue le 9 octobre prochain pour une journée d'action sur la santé et la protection sociale, notamment à la manifestation à Paris à l'appel des professionnel·les de santé et de l'action sociale, avec la participation de salarié·es de la sécurité sociale et du secteur du médicament.

L'intersyndicale se réunira au lendemain du discours de politique générale pour analyser les annonces du Premier ministre, et prendre les décisions nécessaires pour la suite.

Montreuil le 2 octobre 2025